L'« économie de survie » ou comment s'adapter à l'essor du capitalisme en Roumanie

*Évelyne Barthou**

La Roumanie a intégré l'Union européenne le 1er janvier 2007, 18 ans après la chute de la dictature communiste. La majorité au pouvoir, dans la lignée des précédentes, a mis en place une politique économique d'inspiration libérale, visant à réduire le nombre des entreprises d'état, attirer plus d'investissements étrangers et réduire la fiscalité et le chômage (relativement bas, autour de 5 % en 2007 mais avec un taux de chômage pour les jeunes nettement plus élevé, à plus de 20 %). L'objectif étant de faire face à la concurrence à l'intérieur de l'Union européenne et sur le plan mondial. Le journal *Le Monde* remarque qu'en 2005 et 2006, « la Roumanie a attiré 15 milliards d'euros d'investissement (étranger), plus que les 14 milliards d'euros que le pays avait attirés de 1990 à 2004 » [Bran, 2007, p. 20]. La Roumanie est bel et bien entrée dans l'ère du capitalisme mondial. L'essor du capitalisme ne s'accompagne pourtant pas encore d'une amélioration des conditions de vie de la population. Capitalisme rime souvent avec appauvrissement et creusement du fossé entre riches et pauvres.

Un point sur le capitalisme en Roumanie

La pénétration du capitalisme en Roumanie s'est accompagnée d'une nouvelle stratification sociale. Il est désormais possible de caractériser la Roumanie de société non pas à deux, mais bien à trois vitesses. Il est possible en effet de catégoriser la société roumaine en trois éléments : les pauvres, qui représentent une grande partie de la population (selon divers degrés), les riches, une petite partie de la population qui s'est fortement enrichie en profitant de l'essor du capitalisme, et les Roms, une minorité qui vit quasiment en parallèle du reste de la société et du processus capitaliste, mis à part quelques cas exceptionnels comme certains artistes.

---

* Docteur en sociologie, ATER à l'Université Victor Segalen Bordeaux II, 3 place de la Victoire, 33076 Bordeaux Cedex – ebarthou@aliceadsl.fr.

Il faut tout d'abord stipuler que cette typologie rassemble des indicateurs ne relevant pas des mêmes problématiques puisqu'elle allie des indicateurs économiques dans les deux premiers cas et des indicateurs économiques et ethniques dans le troisième cas. Si un tel choix a été opéré c'est parce qu'il donne du sens au cas roumain. En effet, un Rom, même riche, reste avant tout un Rom et la stratification sociale roumaine est fortement marquée par cet état de fait. En outre il serait pertinent d'utiliser le concept de pauvreté dans son aspect multidimensionnel, car cette approche permettrait de prendre en compte plusieurs facteurs, qu'ils soient économiques, socio-culturels, géographiques ou encore ethniques. Ces derniers pouvant être la cause, et parfois la conséquence de la pauvreté. En effet, comme le souligne Francine Mestrum la ligne de partage qui sépare les riches des pauvres ne concerne plus seulement les revenus mais également des éléments aussi divers que la santé, l'éducation, le logement, les droits économiques et sociaux, la participation économique et politique, les libertés politiques, etc. [Mestrum, 2002, p. 37]. Néanmoins, une telle approche peut également générer des difficultés et des confusions dans l'analyse.

> Aussi pertinente qu'une telle approche puisse être, elle présente cependant plusieurs difficultés. D'abord le problème de l'évaluation quantitative se complique singulièrement, les différentes dimensions de la pauvreté ne peuvent être agrégées dans un seul indicateur, ne fût-ce qu'à cause de la question insoluble du poids à donner à chacune d'entre elles. Ensuite cette approche risque de confondre les différentes dimensions avec la pauvreté elle-même et de reléguer à l'arrière-plan la question du revenu [...] Une troisième difficulté est d'ordre normatif. Comment définir un taux satisfaisant en matière de santé, d'éducation, de droits, de liberté et de participation ? [Mestrum, 2002, p. 37].

Cette typologie ternaire : riches, pauvres et Roms, bien qu'arbitraire, sera celle retenue ici car elle se révèle plus pertinente pour appréhender, ne serait-ce que schématiquement, la stratification roumaine actuelle. Il semble impossible de parler d'une véritable classe moyenne en Roumanie car la polarisation est nette entre une majorité de pauvres d'un côté et une minorité de riches de l'autre. La classe « moyenne » roumaine se polariserait plus autour du capital culturel et social que du capital économique.

En ce qui concerne la richesse en Roumanie, le montant des avoirs du « Top 300 » des plus riches Roumains est de 33 milliards de dollars, c'est-à-dire 27 % du Produit intérieur brut du pays [Agence de presse Rompres, 2007]. Peu de Roumains savent d'où proviennent ces richesses et il y a autour de ces questionnements une part importante de fantasme. La partie visible de la richesse : les voitures, hôtels ou restaurants de luxe, ou encore les boutiques de grandes marques aux standards et prix européens rendent évident un enrichissement net et très important d'une partie de la population. Néanmoins les raisons de cet enrichissement sont floues, la récurrence étant l'accusation selon laquelle ces grandes fortunes se seraient créées dans des conditions douteuses telles que l'économie souterraine, des trafics divers, des activités mafieuses, le système du bakchich ou tout simplement la corruption. Une autre frange de ces « nouveaux riches » serait directement issue de l'essor des nouvelles technologies, de la finance, des télécommunications... Cependant, ces

« nouveaux riches » sont pour la plupart des personnes qui occupaient des postes clés dans les structures de l'économie ou de l'information de l'ancien régime et qui ont su se convertir rapidement au capitalisme. Cette catégorie rassemble des membres de la Securitate, des représentants commerciaux de l'époque ou des activistes du parti. La survie de cette classe de « nouveaux riches », toujours plus riches, ne peut se faire sans le maintien d'une partie de la population dans la pauvreté. Le fossé qui se creuse entre ces deux couches de la population est par conséquent de plus en plus profond.

Selon l'agence de presse Rompres, en 2007, le PIB par habitant était d'environ 3 900 euros par an et le salaire net moyen de 300 euros par mois [Rompres, 2008]. La plupart des études démontrent que 35 à 45 % de la population se situerait en dessous du seuil de pauvreté. L'accès au confort le plus élémentaire est souvent impossible. Aux difficultés matérielles s'ajoutent des problèmes de santé et d'exclusion sociale. La Commission anti-pauvreté et de promotion de l'intégration sociale (CAPSIS) a rendu ses conclusions, après deux ans de recherche, début 2005 [Ivan-Ungureanu, 2004]. Elle nous permet de saisir les différents degrés de pauvreté et décrit un pays où la population vit au jour le jour. La CAPSIS a estimé à 6,5 millions le nombre de Roumains qui végètent dans la pauvreté, 2,4 millions relevant même de l'extrême pauvreté, et 1,2 million ne mangeant pas à leur faim. D'après le rapport, cette pauvreté peut prendre des formes graves, l'absence de ressources ne permettant pas de satisfaire les besoins élémentaires de survie que ce soit la nourriture (régime pommes de terre et pain), le logement (appartements délabrés dans des blocs abandonnés, cabanes en carton) ou l'habillement (vêtements d'occasion). Ainsi un tiers des pauvres vivent agglutinés à quatre ou cinq dans une pièce, n'ont pas le gaz, 42 % n'ont pas de réfrigérateur, les trois quarts n'ont pas le chauffage, l'eau courante ou une salle de bain. C'est parmi ces familles que l'on trouve le plus fort taux d'absentéisme scolaire, pouvant monter jusqu'à 40 %, mais aussi la plus faible proportion de personnes cherchant du travail (21 % des 16-59 ans). Il faut ajouter à ce tableau qu'une grande part de la population se trouve à la limite de cette pauvreté et peut la franchir à certains moments dans l'année, notamment l'hiver avec la nécessité de payer le chauffage ou en cas de maladie. Cette dernière catégorie peut rassembler des enseignants, notamment universitaires, des employés, des personnels de santé... Certains économistes rencontrés lors de la phase de terrain considèrent que le nombre de pauvres a été multiplié par 7 depuis la chute de Ceausescu. Il est vrai que le niveau de vie a fortement baissé après la Révolution, même si le pays connaît une croissance économique très forte. « La Roumanie a les plus rapides hausses de salaires d'Europe », titre le journal Adevarul en mars 2007, tout en précisant que le salaire moyen brut a été, en 2006, de 320 euros environ, deux fois plus que le salaire moyen enregistré en 2000 [Dobrea, 2007]. Pourtant, comme le relève le journal, « tenant compte de l'évolution du taux d'inflation et des hausses de salaires après 1990, il ressort que le salaire moyen au mois de janvier 2007 en Roumanie représentait 97,2 % seulement du salaire réalisé au mois d'octobre 1990 » [Dobrea, 2007]. La pauvreté en Roumanie est effectivement omniprésente. Elle est visible en ville comme à la campagne, même si elle n'y revêt pas les mêmes formes, comme c'est le cas entre les diffé-

rentes régions. Elle est présente à tous les niveaux, quels que soient les lieux de vie et quelles que soient les générations. Il faut néanmoins souligner le fait que la pauvreté économique n'est pas synonyme en Roumanie de pauvreté culturelle ou sociale. Il existe un nombre important de salariés considérés comme pauvres qui ont des réseaux de solidarité, ou encore des qualifications et diplômes élevés. Claudiu Degeratu, sociologue roumain, pense qu'il y a en Roumanie aujourd'hui un problème de stratification sociale important qui tend vers une polarisation autour de la pauvreté et non pas l'inverse. Un autre élément important est l'absence d'une véritable classe moyenne. Il persiste en Roumanie une polarisation très nette autour des bas salaires, qu'il s'agisse de ce qu'il est possible de qualifier de classe moyenne ou des salariés les moins favorisés. La Roumanie a donc une structure particulière, avec une grande distorsion entre riches et pauvres mais aussi avec une classe moyenne quasi inexistante, puisque les salaires moyens ou médians sont très proches du salaire minimum. Tous les sociologues roumains rencontrés s'accordent à dire qu'il est impossible de parler en Roumanie de classe moyenne et si elle était définie comme telle elle ne représenterait que 6 à 7 % de la population. Une autre partie de la population a son importance dans ce tableau, même si elle est bien souvent tue ou dénigrée, la population rome.

Les Roms sont la deuxième minorité ethnique de Roumanie, après la minorité hongroise, qui représente 2,5 % de la population totale. Le recensement de 2007 estime que le nombre de Roms était de 537 000 en Roumanie. Cependant, les sociologues rencontrés, ainsi que les organisations romes, pensent que ce chiffre est sous-estimé. Les ONG estiment leur nombre à 1,8 million de personnes, soit 7,5 % de la population totale. Les Roms sont eux aussi fortement touchés par la question de la pauvreté, et dans des proportions encore plus importantes. Selon le rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) intitulé « Visages de pauvreté, visages d'espoir », 69 % des Roms, en Roumanie, en 2006, vivent en dessous du seuil de pauvreté [PNUD, 2006]. Du fait de cette même pauvreté et de leur démographie, les Roms rencontrent des problèmes d'insalubrité de leurs habitations (en moyenne 3,03 personnes par pièce, alors que le taux est de 1,28 personne par pièce pour la population totale). Dans plus de 10 % des familles romes, 5 personnes ou plus vivent dans une seule pièce. Le niveau d'éducation est également très bas au sein de cette population. Bien que sous le régime communiste les Roms aient été forcés d'envoyer leurs enfants à l'école, après la révolution de 1989, de plus en plus d'enfants roms se déscolarisent, et nombre d'entre eux ne savent ni lire ni écrire. Par conséquent, le taux d'analphabétisme est très élevé : 19 % des hommes adultes et 27 % des femmes adultes ne savent ni lire ni écrire. Ils ont toujours de grandes difficultés à s'insérer dans la vie sociale [PNUD, 2006]. Le poids de la dictature communiste ne les a d'ailleurs pas aidés. La dure période de transition économique et sociale qui s'ensuivit les a également beaucoup affectés. Le taux général de chômage élevé, dû aux profonds changements du système économique, affecte fortement la population rome, qui est faiblement qualifiée. La plupart des Roms qui travaillait dans des fermes coopératives a perdu son emploi lorsque les terres ont été rendues aux paysans. Il est alors devenu difficile de trouver un travail pour les Roms à cause de leur manque de qualification mais

également à cause de stéréotypes affirmant que les Roms ne seraient pas « un peuple fiable », se caractérisant au contraire par sa paresse et son indiscipline. Pour essayer de survivre à la pauvreté dans laquelle une grande partie a toujours vécu, et qui s'est aggravée ces derniers temps, certains Roms de Roumanie ont dû trouver des moyens illégaux pour survivre : commerce illégal, marché noir, vol de possessions de paysans, dans les champs ou les basses-cours, ou cambriolages et vol de portefeuilles en ville. La mendicité est également une importante source de revenus pour de nombreux Roms. Cependant, ce type d'attitude amplifie également les comportements négatifs du reste de la population envers eux, forgeant des stéréotypes négatifs qui se retournent finalement contre eux. La tension s'accumule depuis des années entre les Roms et le reste de la population, et les cas de violences sont courants. Les Roms ne semblent donc pas faire partie intégrante de la société roumaine. Ils vivent en parallèle, avec une culture, une situation socio-économique et un mode de vie particuliers. Leur dénomination de « population Rom » ou de minorité est intéressante à cet égard car les Roms relèvent de problématiques différentes. La plupart vit dans une précarité extrême mais certains ont gagné beaucoup d'argent à l'étranger ou dans le pays et ont la possibilité de rivaliser sur le plan économique avec les autres Roumains très riches. De plus, une partie a un mode de vie urbain alors que l'autre partie travaille toute la journée dans les champs avec des moyens dérisoires. Il n'y a donc pas une « figure » du Rom mais bien des « figures ». Une majeure partie des Roms a donc subi de plein fouet les effets négatifs du développement de la propriété privée et du capitalisme en Roumanie, car elle n'a pas été associée à ce-dernier et qu'elle se retrouve par conséquent marginalisée du processus productif. Les facteurs explicatifs sont nombreux : ségrégation, manque d'éducation et de qualification, poids de la culture... mais il semble que la pénétration du capitalisme et de la liberté d'entreprendre aient accentué cet état de fait et contribué à une marginalisation plus accrue encore de la population rome.

Les stratégies mises en place

La Roumanie est donc une société dans laquelle les différences socio-économiques sont nombreuses, que ce soit entre le milieu urbain et le milieu rural ou entre les classes sociales elles-mêmes. Les effets structurels de la pauvreté se font ressentir et il est possible de qualifier une partie de la société roumaine de « société de survivance ». Dans le contexte qui est le sien, une partie du pays « survit » à cause d'une conjoncture économique qui n'est que depuis peu favorable au pays et car les autorités politiques semblent avoir des difficultés à la réguler. Il faut bien spécifier que les Roumains ne sont pas figés pour autant dans le passé, image d'Épinal qui colle au stéréotype du Roumain, mais qu'ils sont bel et bien dans le présent, l'action, même si celle-ci ne correspond pas aux standards occidentaux ou ouest-européen. Ils s'adaptent véritablement au système capitaliste en essayant de négocier une marge de manœuvre, de le réinventer à leur niveau. Pour cela, et face à la nécessité de « survivre » dans un contexte socio-économique difficile, les acteurs roumains mettent en œuvre des stratégies plus ou moins élaborées et différenciées. Face à cette nécessité de gérer le présent dans l'urgence, les stratégies sont

nombreuses bien que l'« économie de survie », ou de la « débrouille », l'économie parallèle et la migration, surtout temporaire, soient les plus importantes. Il est également possible de regrouper ces stratégies sous le qualificatif « d'économie populaire ».

« Artisans ou agriculteurs non déclarés, vendeurs de biens et de services improvisés sur le trottoir, laveurs de voitures près du fleuve, restauration populaire, marchands de produits de contrebande ou de contrefaçon, ateliers clandestins... Qualifier ces activités d'informelles serait les définir en négatif par rapport au modèle dominant ou à l'économie formelle générée par la synergie État-marché. En Amérique latine, afin de rendre une positivité à ces pratiques, on utilise le concept « d'économie populaire ». Il a l'avantage de mettre en avant les protagonistes de ces activités » [Llena, 2002, p. 131].

L'économie de la « débrouille » est, par rapport à l'économie souterraine ou parallèle, beaucoup plus facile à repérer et à identifier. La part la plus importante de cette économie relève des activités de subsistance. En Roumanie les activités de subsistance se résument surtout à l'agriculture (souvent de petits lopins de terre ou jardinets) et à l'élevage de quelques animaux afin de se nourrir en évitant de recourir au marché. Ces deux activités, loin d'être des activités rentables et pécuniaires, permettent à de très nombreuses familles roumaines de résister aux difficultés et surtout de manger à leur faim. En milieu urbain, il n'est pas rare de voir des élevages improvisés d'animaux sur une terrasse ou un balcon. Là où l'État se désengage, dans la logique du processus capitaliste, la population comble les vides et survit comme elle le peut avec ses propres stratégies. La liste de ces stratégies est longue, même si elles relèvent, pour leur grande majorité, de la problématique de gestion de la pauvreté et de la satisfaction des besoins primaires. Il peut s'agir du troc entre voisins ou sur les marchés, des covoiturages entre villes et campagnes, de la vente de quelques services (peser des gens dans la rue, cirer des chaussures...) ou d'une multitude de produits (fabriqués, récupérés ou récoltés) dans la rue ainsi que tout un tas de petits services payants, comme par exemple la mise en poche dans les magasins, les guides improvisés... D'autres stratégies sont élaborées pour dépasser les difficultés quotidiennes et le manque de ressources. À ce titre, un cas intéressant est celui du rôle de la solidarité familiale qui vient souvent se substituer à l'État social. La garde des enfants par les grands-parents en est un bon exemple. Ce type de garde se retrouve un peu partout dans le pays et il est fréquent de voir des grands-parents accompagnés de leurs petits-enfants pendant que les parents sont au travail. Ce type de solidarité familiale semble toucher les villes comme les campagnes, et les différents milieux sociaux. Elle représente encore une stratégie alternative là où l'État est peu engagé. En effet, elle permet aux parents de voir leurs enfants gardés alors qu'ils n'ont pas les moyens de se payer une baby-sitter pour une grande part d'entre eux. De même les crèches et centres de loisirs font cruellement défaut en Roumanie.

À côté des stratégies de « débrouille », persiste l'économie parallèle ou le secteur informel. Ce secteur est beaucoup plus difficile à appréhender. Le « secteur informel » représente toute la partie de l'économie qui n'est pas, ou peu, régle-

mentée par des normes légales ou contractuelles. Typiquement, il s'agit de travailleurs à domicile (habillement, alimentation et tabacs, artisanat, saisie et traitement de données informatiques, etc.), vendeurs ambulants ou dans des marchés non réglementés et micro-prestataires de services (nettoyage, transports, etc.), employés de maison, paysans sans terre ou obligés de travailler ailleurs que sur la leur pour survivre. L'absence d'estimations fiables dans beaucoup de pays rend l'analyse de ce secteur difficile. Dans les pays de l'Est et en Roumanie particulièrement, le secteur informel serait en croissance rapide au fur et à mesure que les entreprises d'État ferment ou sont privatisées et que le chômage augmente. Dans l'ouvrage collectif *Géopolitique de la Roumanie* les auteurs établissent que le niveau de vie véritable des Roumains est pratiquement impossible à cerner pour trois raisons essentielles :

> Entre les villes et les campagnes, les relations de « maison à maison » sont encore fortes et beaucoup de citoyens profitent pleinement de productions agricoles familiales (légumes, fruits, vins, viande de porc...) ; l'économie souterraine, certains trafics, les activités mafieuses, le système du bakchich en même temps que la corruption qui s'était peu à peu introduite dans la fonction publique pendant la période phanariote puis à nouveau sous le régime communiste (et elle est loin d'être complètement éradiquée) faussent toutes les données fournies par les autorités officielles. La richesse des campagnes roumaines est également difficile à appréhender, en particulier lorsque la consommation se fait pour l'essentiel dans le cadre d'une production d'autosubsistance. Cette dernière n'est pas prise en compte dans les statistiques des organismes officiels qui ne peuvent, eux, que travailler avec les indicateurs utilisés dans les économies modernes [Barrat, 2003, p. 111].

La corruption, normalisée en Roumanie (verser un bakchich au médecin pour obtenir tel ou tel médicament ou encore pour être assuré d'être bien soigné, payer un agent de police pour éviter des amendes impossibles à payer, régler des sommes exorbitantes pour obtenir un diplôme ou une place dans une école sont monnaie courante en Roumanie) n'en est pas moins perçue comme douloureuse par la population qui vit mal ce piège inévitable dans lequel elle est prise. Les stratégies de la « débrouille » sont-elles au contraire perçues comme un pied de nez aux institutions de l'État qui ne sont pas capables d'assurer les besoins vitaux de l'ensemble de la population. Enfin, la dernière stratégie que nous aborderons est celle de la migration. Elle occupe une place très importante dans la société roumaine et elle s'inscrit au cœur même du capitalisme car elle joue sur l'ouverture des frontières, la mondialisation des échanges tout en permettant de faire vivre les familles restées au pays et de contribuer au PIB. Le rôle de la migration en Roumanie est néanmoins dual. Effectivement, il est possible de considérer la migration roumaine à l'étranger comme un handicap important pour le pays puisqu'elle le priverait d'une main-d'œuvre indispensable à l'heure actuelle, et de ses élites. Cependant, elle représente une « soupape de sécurité » dans le sens où elle permettrait à une partie de la population, du moins de façon temporaire, de vivre et de rapporter de l'argent en Roumanie. Dumitru Sandu, sociologue spécialisé dans la migration roumaine a analysé l'importance de la migration provisoire à l'étranger [Sandru, 2003, p. 46]. C'est de loin la forme la plus importante de la migration roumaine, en comparaison avec la migration externe permanente et aux flux internes de migration. Une partie

des Roumains émigre toutefois de façon plus durable. Il est vrai que les salaires en Roumanie sont très bas pour une personne qui connaît le taux des salaires à l'étranger et notamment en Europe. En outre, le manque d'opportunités est une autre des raisons qui poussent les jeunes Roumains à quitter le pays, un phénomène en augmentation car les diplômés voient de plus en plus d'opportunités à l'étranger. Plus de 15 000 diplômés quittent donc le pays annuellement, un chiffre qui est demeuré stable au cours des cinq ou six dernières années, selon une étude publiée en juin 2005 par l'Open Society Fondation, une ONG qui s'intéresse au développement économique et social en Roumanie [IPRW, 2005]. Depuis la fin de l'ère communiste, en 1989, des centaines de milliers de Roumains sont partis à l'étranger, espérant trouver de meilleurs salaires et des opportunités plus intéressantes. Néanmoins, la plupart de ces émigrants sont des travailleurs manuels. C'est également cette même migration qui joue un véritable rôle de soupape de sécurité, nous le disions au départ, pour une raison simple, de nombreux Roumains vivent grâce à l'argent venu de l'étranger. Environ 400 000 familles, soit plus d'un million de Roumains, vivent grâce à l'argent en provenance de proches installés définitivement à l'étranger ou y travaillant. Pour 30 % d'entre eux, il s'agirait de leur seule source de revenus, 10 % travaillant occasionnellement, selon une étude de la Western Union Bank, la banque internationale qui assure l'essentiel de ces transferts d'argent. La moyenne des transactions est de 300 à 500 euros, soit l'équivalent de 2 à 3 salaires moyens nets, celles-ci étant principalement effectuées de France, d'Italie, d'Espagne, de Grande Bretagne et d'Israël [IWPR, 2005]. La migration est donc une des composantes de ces stratégies alternatives et elle a en outre un impact très net sur l'économie du pays, entre 3 et 6 % du PIB selon les différentes estimations.

Ces stratégies alternatives sont des ressources utilisées par les Roumains pour pallier aux carences de l'État et à la sélectivité d'un capitalisme, souvent qualifié de sauvage dans les pays de l'Est. Elles sont une réponse de l'accès à l'idéal de la modernité occidentale et au capitalisme, mais sans les moyens d'y accéder concrètement. Ces stratégies, que Claude Llena qualifie d'« innovation économique et sociale », se mettraient, selon l'auteur, au service de la survie du groupe, qui va assurer sa reproduction dans des activités informelles à l'écart de l'efficience rationnelle et des déclarations administratives et fiscales imposées par le modèle dominant. Le secteur informel serait alors un laboratoire de la postmodernité qui permettrait de trouver des ressources de complément en marge d'un système qui distribue des salaires trop faibles et génère de l'exclusion. Toujours selon Claude Llena, cette « extraordinaire adaptation à la réalité économique et sociale » dessine le contexte de l'économie populaire dans laquelle les stratégies des acteurs sont purement rationnelles. Cependant, mis à part quelques exemples isolés, il n'y a guère de conscience collective. La gestion du quotidien l'emporte, le plus souvent sur un véritable choix de société. [Llena, 2002, p. 131].

Face à la gestion du quotidien, il semble toutefois que le véritable problème soit l'action politique et le partage des ressources créées par une croissance économique bien réelle. Le capitalisme est alors perçu comme le responsable de tous les maux, et sa pénétration en Roumanie s'accompagne d'une vague de nostalgie de l'époque communiste.

Montée de nostalgie du communisme corollaire de la pénétration du capitalisme

Dans la plupart des pays communistes, la transition vers un nouveau modèle d'organisation politico-économique s'est accompagnée par une croissance, plus ou moins significative, du taux de pauvreté, ce qui peut conduire une part de la société à être nostalgique du système communiste. La pauvreté constitue une véritable priorité dans la société roumaine, même si les difficultés pour l'endiguer paraissent plus fortes que les avancées sociales. Les groupes statistiquement considérés comme les plus vulnérables aujourd'hui sont tout d'abord la minorité rome, mais aussi les familles avec plusieurs enfants, les familles monoparentales et les familles de chômeurs. Une autre catégorie de la population durement touchée est celle des retraités. Cependant, même si les familles de salariés ne sont pas considérées comme les plus vulnérables, elles semblent regrouper de nombreux cas de précarité extrême. Le fait d'avoir un emploi ne semble pas prévenir de la pauvreté dans la société roumaine. Le taux extrêmement bas des salaires face à des prix élevés peut expliquer en partie cet état de fait. Mihnea Preotesi, un sociologue roumain, parle lui de « pauvreté salariale » car de nombreux salariés, même hautement qualifiés et diplômés, connaissent des difficultés économiques conséquentes.

Il est intéressant à cet égard de se pencher un instant sur une distinction fondamentale apparue pendant la phase de terrain (réalisé pendant la thèse). Cette typologie de la pauvreté roumaine est basée sur deux types distincts : la pauvreté « visible » et la pauvreté « dissimulée ». Il est vrai qu'en Roumanie la distinction entre les deux est essentielle. La pauvreté « visible » est celle que l'on voit de prime abord, que l'on utilise parfois et qui est l'objet de toute l'attention médiatique, de toutes les dérives. Il s'agit d'une pauvreté très visible en arrivant en Roumanie, celle des sans-abri, des enfants des rues, des tsiganes... Elle est terrible, souvent insoutenable, mais il est important de passer au-delà pour pouvoir appréhender la seconde : la pauvreté « dissimulée ». Cette dernière est elle cachée, dissimulée à l'intérieur de la sphère privée et par conséquent beaucoup plus difficile à saisir. Il s'agit d'une pauvreté quotidienne, très répandue, beaucoup plus importante en quantité que la première et surtout banalisée. Elle est silencieuse et de ce fait elle n'est pas vraiment traitée par les pouvoirs publics. Moins choquante que la pauvreté « visible », elle n'en est pas moins ancrée dans la réalité sociale roumaine. Dans ces conditions, la comparaison est souvent faite avec l'époque communiste, difficile elle aussi mais qui assurait une forme de sécurité économique et sociale aux Roumains. Il ne s'agit pas de promouvoir la société communiste roumaine comme représentante de l'égalité, mais ce qui est clair, c'est la préférence affichée de cette dictature pour la notion d'égalité et même si le Conducator et ses proches déniaient totalement celle de liberté. Or, au lendemain de la révolution roumaine le système de valeurs s'est radicalement inversé et la promotion de la liberté a pris le pas sur le maintien d'une certaine égalité. Il va de soi que la population rêvait de cette liberté, s'est battue pour elle. Néanmoins, à leurs yeux, cela ne devait pas se faire au détriment de la notion d'égalité qui pouvait alors leur sembler acquise. L'association de ces deux notions ne s'est pas faite en Roumanie, et il pourrait

s'agir ici d'une des raisons de la montée d'une certaine forme de nostalgie qui se résume à cette phrase entendue à des dizaines de reprises « Au moins avant on avait de quoi manger et on se sentait beaucoup plus en sécurité ». Il apparaît néanmoins plus probable de considérer cette forme de nostalgie comme une perte de sens plutôt que comme une préférence pour l'égalité en dépit même de la liberté. Les Roumains ne regrettent pas Ceausescu mais un des aspects, ou du moins une reconstruction mystifiée de l'aspect social de sa politique. Ils ne souhaitent pas revenir à une dictature mais signifient que ce système capitaliste et libéral, qui s'est imposé en quelques années de façon radicale, ne leur convient pas. Il faut spécifier cela car la tendance de certains analystes pourrait laisser apercevoir une forme de masochisme ou une propension plus grande à accepter la dictature chez les pays de l'Est ou ex-communistes. C'est avec ces éléments en tête qu'il est possible d'évoquer un concept très utilisé actuellement : l'ostalgie. Le quotidien « Le Monde » consacra le jeudi 14 août 2003 un dossier spécial sur cette nostalgie qui frappe les pays de l'Est. Georges Marion explique que ce « néologisme désormais consacré » est comparable à la nostalgie de l'enfance et qu'elle exprime la nécessité d'un passé que l'on peut se raconter et dans lequel on peut se situer [Le Monde, 2003 : 18 p]. La ligne de scission se trouve en Roumanie entre ceux qui prônent le retour à un passé « angélique » et ceux qui ne voient rien de bon dans ce passé communiste dictatorial. Radu Baltasiu, sociologue, s'emporte lors d'un un entretien :

> Le communisme avait de gros avantages : école gratuite, système de santé pour tous, électricité très peu chère, aide à l'enfance... Ce système est tombé pour des raisons économiques et aujourd'hui c'est le capitalisme sauvage qui assomme la population. Il manque de la justice sociale, ce système devrait être réformé. Si l'on augmente les salaires à l'Est cela pourrait aller mieux mais pour le moment c'est vous qui avez la justice sociale, pas nous !

Ce sociologue, dont le discours peut parfois apparaître tendancieux (entendez proche du parti social démocrate, composé en partie d'anciens membres du parti communiste roumain), a tout de même le mérite de résumer ce que la plupart des entretiens exprime, un mélange de nostalgie et de prise de conscience des différences entre Est et Ouest malgré les volontés politiques de toute part. En revanche, Varujan Vosganian, ancien sénateur et économiste, pense, lui, que les inégalités sociales de la Roumanie actuelle ne sont pas le fruit d'un capitalisme sauvage, mais la conséquence de l'application d'une idéologie de gauche après 1989 [Vosganian, 2003]. Il liste toutes les erreurs véhiculées sur les avantages du système communiste, qui a eu selon l'économiste des limites qu'il n'a pas su dépasser. Enfin, il explique que « L'idéologie est restée la même, seulement l'hypocrisie égalitariste a été remplacée par l'hypocrisie libérale ». Ces deux exemples sont représentatifs de ce que nous évoquions tout à l'heure, c'est-à-dire l'opposition nette entre ceux qui peuvent regretter un système passé et ceux qui tiennent absolument à ce que ce même passé soit démystifié. Le problème étant que cette scission détourne et étouffe les questionnements et les positions qui sous-tendent cette nostalgie. Les réponses formulées ne répondent pas à la vraie question que pose cette « ostalgie », c'est-à-dire celle de la distorsion entre ce qui était promis ou rêvé par la population

et ce qui a été mis en place concrètement. La nostalgie est bien réelle, qu'elle soit le fruit d'un mécontentement social et économique ou non. Ne pas considérer cet élément serait dans un certain sens nier l'existence de l'opinion d'une grande partie des Roumains. Il est utile de spécifier que cette forme de nostalgie, sélective rappelons le, paraît grandir au fur et à mesure de la libéralisation des échanges et de l'intégration dans l'Union européenne. Le problème, dans ces cas-là, est indubitablement la possible montée des extrémistes populistes et démagogiques, qui font leur pain bénit de cette nostalgie et du sentiment de flou que peuvent ressentir les populations. Cela est de plus facilité par un discours politique séduisant pour des personnes dans le besoin et par des têtes de liste charismatiques. En Roumanie les élections présidentielles de 2000 n'ont pas dérogé à cet état de fait. Effectivement ces élections ont vu la présence du parti nationaliste extrémiste PRM au second tour. Cela a provoqué un certain effroi mais une fois de plus la réalité était là. La tentation nationaliste, réactionnaire a gagné un combat. Il semblerait que, dans la même logique que la nostalgie communiste et que les élections de 2000, le sentiment d'abandon et le mécontentement économique, social et politique soient une des raisons principales de ces tentations extrémistes. Alain Minc évoque le retour à un « Nouveau Moyen Âge » et pense que c'est l'incapacité à découvrir le principe fondateur du monde post-communiste qui en est la raison. Il le définit comme suit : « Nouveau Moyen Âge, en effet : l'absence de systèmes organisés, la disparition de tout centre, l'apparition de solidarités fluides et évanescentes, l'indétermination, l'aléa, le flou. Nouveau Moyen Âge : le développement de « zones grises » qui se multiplient hors de toute autorité, du désordre russe au grignotage des sociétés riches par les mafias et la corruption. Nouveau Moyen Âge : l'affaissement de la raison, comme principe fondateur, au profit d'idéologies primaires et de superstitions si longtemps disparues. Nouveau Moyen Âge : le retour des crises, des secousses et des spasmes, comme décor de notre quotidien. » [Minc, 1993, p. 10-11].

Ce tableau, particulièrement noir, est intéressant car il pointe des éléments très concrets de la réalité de nombreux pays ex-communistes, mais il ne doit pas nous faire oublier que la société roumaine a su s'adapter et s'adapte encore aujourd'hui aux difficultés apportées par ce nouveau système économique et politique. Le secteur informel ou « économie populaire » peut être considéré comme un mode d'entrée dans la modernité et comme une réponse, une adaptation au capitalisme. Le capitalisme, dit sauvage, est en partie responsable des difficultés que connaît la Roumanie actuellement mais comme facteur aggravant et non pas comme facteur explicatif à part entière. La volonté politique nationale, et aujourd'hui européenne, ont elles aussi leur rôle à jouer dans la régulation de ce même capitalisme.

BIBLIOGRAPHIE

BARRAT J., BERINDEI D., BLED J.-P., MOISEI C. [2003], *Géopolitique de la Roumanie, regards croisés*, Alvik, 111 p.

BOBBIO N. [1996], *Libéralisme et démocratie*, Paris, Le Cerf, 46 p.

BRAN M. [2007], « Les Roumains partent à l'Ouest, la main-d'œuvre chinoise arrive », *Le Monde*, 20 p.

DOBREA C. [2007], « La Roumanie a les plus rapides hausses de salaires d'Europe », *Adevarul*.

GILLET H. [2004], *Les nouvelles de Roumanie*, n° 21, 14 p.

GOTTESMAN K [2004], « Quinze ans de démocratie, ça use ! », *Courrier International*, 28 p.

IWPR [2005], « Roumanie : la fuite des cerveaux vide le pays de ses futures élites », *IPRW*.

ISARESCU [2003], *Les Nouvelles de Roumanie*, n° 19, 23 p.

IVAN-UNGUREANU C. [2004], *Indicateurs d'exclusion/inclusion sociale*, CAPSIS.

LLENA C. [2002], *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris, Le Pré aux Clercs, 131 p.

MARION G. [2003], « Une vague d'"ostalgie" frappe l'Allemagne », *Le Monde*, 18 p.

MESTRUM F. [2002], *Mondialisation et pauvreté, de l'utilité de la pauvreté dans le nouvel ordre mondial,* Paris, L'Harmattan, 37-38 p.

MINC A. [1993], *Le nouveau Moyen Âge*, Paris, Gallimard, 10-11 p.

PNUD [2006], *Roma and the Displaced in Southeast Europe*, undp. ro.

ROMPRES [2007], « Top 300 des plus riches Roumains : 27 % du PIB de la Roumanie », *Roumanie. com.*

SANDRU D. [2003], *Sociabilitatea in spatiul dezvoltarii. Incredere, toleranta si retele sociale*, Iasi, Polirom, 46 p.

VOSGANIAN V. [2003], « Roumanie : pour en finir avec la nostalgie de l'ancien régime », *Ziua*.

WALLERSTEIN I. [2006], *Comprendre le monde*, Paris, La Découverte, 57 p.